

Réunion d'installation du groupe-pays Haïti

Le lundi 24 novembre 2008

Médiathèque de Suresnes

5, rue Ledru-Rollin

92150 Suresnes

-
- **Accueil et présentation par Monsieur Christian DUPUY, Maire de Suresnes, Vice-président du Conseil général des Hauts-de-Seine, Président du groupe-pays Haïti de Cités Unies France.**

Après une présentation succincte des dix années de coopération de la ville de Suresnes avec Cap-haïtien en Haïti et un rapide tour de table des participants, l'ordre du jour a été entamé.

La ville de Suresnes intervient sur le territoire haïtien dans les domaines suivants : Appui institutionnel à la gouvernance locale – Développement communal – Gestion des déchets – Enseignement (Appui pédagogique à l'Ecole Française du Cap Haïtien) – Santé (La ville de Suresnes a doté en 2005 l'Hôpital Justinien du Cap de matériels paramédicaux) – Formation – Développement local et solidaire.

- **Point sur les attentes du gouvernement haïtien en termes de coopération décentralisée par Monsieur Fritzner GASPARD, Ministre Conseiller, Chargé d'affaires ai à l'Ambassade d'Haïti en France.**

Le Ministre à préalablement remercier l'action des collectivités françaises à la suite des ouragans qui ont frappé Haïti au deuxième semestre 2008. Concernant les attentes du Gouvernement haïtien, l'Ambassade a mis l'accent sur :

- ✓ Initialement, la décentralisation est un thème sur lequel mise le gouvernement haïtien. À ce jour, seules 4 communes (sur 144) sont financièrement indépendantes
- ✓ Depuis le passage des cyclones, les priorités ont changé, de nombreuses infrastructures ont été détruites et la situation d'urgence a pris le dessus.
- ✓ De son côté, le Premier ministre, Madame PIERRE-LOUIS, lors de sa récente visite en France a insisté pour que les accords de jumelage, sur lesquels le Gouvernement compte, renforcent les capacités locales.

- **Intervention de Madame Marion FLAVIER, Rédactrice Caraïbes hors Cuba, direction des Amériques – MAEE.**

Point sur la visite de Madame Michèle PIERRE-LOUIS, Premier ministre haïtien qui a rencontré les Ministres français M. JOYANDET, Mme YADE, M. KOUCHNER et M. BARNIER

Le MAEE a lancé trois types d'actions après les cyclones :

- ✓ Augmentation de l'aide alimentaire de 2 millions d'euros,
- ✓ Aides exceptionnelles de 2 millions d'euros pour la reconstruction des écoles (avec une priorité aux Gonaïves) et de 2 millions d'euros pour le programme de cantines scolaires (sécurité alimentaire)
- ✓ Financement de la reconstruction du pont de Montrouis (le coût de la reconstruction de tous les ponts de l'île est estimée à 90 millions euros)

Et les points suivants ont été abordés lors des rencontres :

- ✓ Le manque de personnel en matière de sécurité-justice a été évoqué,
- ✓ Les stratégies ne prennent pas assez en compte la dimension « sécurité alimentaire »,
- ✓ Un point a été fait sur l'adoption internationale,
- ✓ Soutien à la formation des jeunes agriculteurs

• **La politique de la DAECL en Haïti par Monsieur Antoine JOLY, délégué pour l'Action Extérieure des Collectivités Locales, MAEE.**

M. JOLY a rappelé que dans le document cadre de partenariat entre Haïti et la France un paragraphe a été consacré à la coopération décentralisée, ce qui montre la volonté des gouvernements de soutenir la coopération décentralisée franco-haïtienne, en particulier dans le domaine de la gouvernance locale.

Lors de l'appel à projet 2007-2009 quatre programmes de coopérations avec Haïti ont été approuvés. Ils concernent les Régions Aquitaine et Ile-de-France, le département de la Guyane et la Communauté d'agglomération de la Rochelle. Le montant total de ces projets était 1 240 000 euros avec un apport du MAEE de 440 000 euros.

Par ailleurs, dans le cadre de l'appel à projet annuel 2008, le MAEE et le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement ont cofinancé quatre projets pour un montant de 114.200 euros.

Pour 2009, la date limite de dépôt de demande de financement dans le cadre de l'appel annuel à projet est le 1^{er} février 2009. Cet appel à projet vise en priorité l'appui institutionnel, le développement d'action par des acteurs sur leur propre territoire, une plus grande mutualisation des Collectivités territoriales.

Par ailleurs dans le cadre du Fonds de solidarité prioritaire "*appui au processus de décentralisation en Haïti*", des actions de collectivités territoriales en matière de formation pourront également être cofinancées.

• **Organisation des Assises franco-haïtiennes de la coopération décentralisée**

Une réunion se tiendra en janvier pour présenter un projet d'assises et mettre en place le comité de pilotage français. Celles-ci pourraient se tenir à Port au Prince fin juin, début juillet 2009. Dès à présent il est important de recenser les collectivités intéressées. Le MAEE va demander à notre ambassadeur de prendre l'attache des autorités haïtiennes afin de recueillir leur assentiment sur cette proposition.

- **Échanges avec la salle**

La ville de Nantes envisage au premier semestre 2009 le déplacement d'une délégation en Haïti afin d'y mener une évaluation et de tenir compte des réalités de terrain. Par ailleurs Nantes s'apprête à voter un nouveau don au Conseil municipal de décembre.

Pour la ville de Suresnes, un des points où un appui pourrait être envisagé est l'amélioration de l'organisation des collectivités territoriales et de leurs structures (ex l'association des maires haïtiens)

Pour l'Ambassade, il y a une nécessité à faire une réunion de bilan avec l'ensemble des acteurs afin de recenser les points forts et les points faibles des actions déjà développées sur le terrain

La région Ile-de-France soulève le manque de coordination entre les sections communales (CASEC) et les communes et la tutelle forte de l'Etat.

Dans l'ensemble les participants proposent de s'appuyer sur des relais locaux, à l'exemple de l'IFJK, notamment en terme de gouvernance.

La Communauté de Commune du pays Loudunais, présente à la réunion, envisage aujourd'hui de développer un partenariat avec une ville haïtienne

- **Point sur le fonds de solidarité pour Haïti, par Madame Félicia MEDINA de Cités Unies France.**

Trois collectivités ont répondu à l'appel d'urgence pour Haïti. Il s'agit des villes de Suresnes, Cergy et Lamballe. Environ 20 000 euros ont été à ce jour versés sur le compte d'urgence ouvert par Cités Unies France. Un Comité de pilotage, composé des donateurs, sera mis en place afin de déterminer des affectations de ce fonds.

- **Information et discussion sur les possibilités de préparer un projet multipartite pour les appels à projet du MAEE et/ou de l'UE.**

La ville de Suresnes propose de répondre à l'appel à projet de l'UE (qui devrait sortir en décembre/janvier). Une réunion sera organisée dès le mois de décembre 2008 afin de discuter d'un thème commun pour cet appel à projet et de préparer la présentation succincte à déposer.

M. JOLY indique que M. Patrice BUBRY de la représentation permanente à Bruxelles peut soutenir les collectivités dans cet appel à projet.

- **Organisation des Assises franco-haïtiennes de la coopération décentralisée**

Une réunion se tiendra en janvier pour présenter un projet d'assises. Celles-ci devraient se tenir en Haïti fin juin, début juillet. Dès à présent il est important de recenser les collectivités intéressées et de se rapprocher de l'Ambassade de France en Haïti pour convenir du lieu et de la date.

Liste des participants

Présents :

Catherine BARBOTIN, Conseillère municipale déléguée, Rennes
Bruno BELIN, Président Communauté de communes du Pays Loudunais
Marie-Claude BEROARD, Adjointe au maire, Sainte-Anne
Octave CESTOR, Adjoint au maire, Nantes
Marie-Line CHAMPIN, stagiaire, Cités Unies France
Mylène LOUMENGO, Conseillère, Sainte-Anne
Christian DUPUY, Maire, Suresnes
Marion FLAVIER, Rédactrice Caraïbes hors Cuba, direction des Amériques – MAEE.
Philippe FRANCOIS, Directeur général des services, Suresnes
Fitzner GASPARD, Ministre Conseiller, Chargé d'Affaires ai, Ambassade d'Haïti
Valérie GAUDE DA SILVA, Chargée de coopération, Suresnes
Antoine JOLY, Délégué à l'Action extérieure des collectivités territoriales Ministère des Affaires étrangères et européennes (DAECL-MAEE)
Félicia MEDINA, chargée de mission, Amérique latine, Cités Unies France
Yannick MOULINIER, Ingénieur, Nantes
Laure PASCAL-LUCCIONI, Chargée de mission, Suresnes
Céline LEROUX, Chargée de coopération, Conseil général des Hauts-de-Seine
Raymond SABATIER, Chargé de mission, MAEE
Emeline SAUVIGNET, Coordinatrice Collectif Haïti France
Jean-Louis TESTUD, Adjoint au maire, Suresnes
Joseph TREHEL, Conseiller régional, Conseil régional d'Ile-de-France
Nicolas WIT, Directeur Adjoint, Cités Unies France

Excusés :

Jean FRESSOZ, Président de Pays Savoie Solidaire, Conseil général de la Savoie
Jean-Yves LE DRIAN, Président du Conseil régional de Bretagne
Nawel RAFIK ELMRINI, Adjointe au maire, Strasbourg
Roland RIES, Sénateur-maire, Strasbourg
Fabrice TARRIT, Chargé de coopération, Conseil général de l'Essonne